

GÉRANTS INDÉPENDANTS

Franz de Planta: la pression européenne

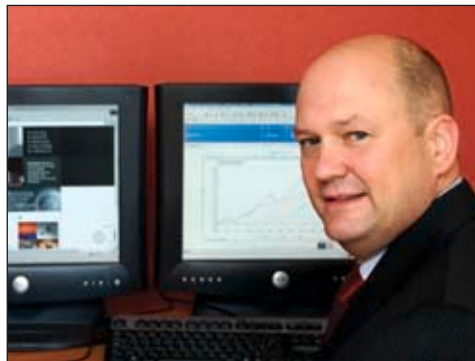
Franz de Planta préside l'OAR-G, qui se définit comme un OAR (organisme d'autorégulation) de branche: ses 324 membres sont presque tous des gérants de fortune indépendants, à plus de 80% basés à Genève.

Banque & Finance: L'avenir n'est-il pas à toujours plus de contrôles, réduisant le principe d'autorégulation à peu de chose?

FRANZ DE PLANTA: Au niveau de l'application de la LBA, donc en matière de compliance, on est au maximum des exigences possibles. La tendance est maintenant à un renforcement des codes de conduite et des principes éthiques, les «soft laws», qui deviennent aussi importants que les lois, dans la mesure où un juge peut s'y référer dans une affaire concrète. Or, ces règles éthiques sont édictées par des associations professionnelles appelées donc à jouer un rôle plus important. Celles-ci seront, notamment, amenées à préciser les conditions d'une «garantie d'activité irréprochable». Une fois définies, ces conditions s'imposent aux intermédiaires financiers concernés. Si, dans un avenir relativement proche, l'OAR-G est amené à retirer sa garantie à l'un de ses membres, celui-ci ne pourra plus se maintenir sur le marché.

B&F: Le renforcement de l'autorégulation peut-il encore suffire à un moment où la pression de l'UE est toujours plus forte?

F.D.P.: L'Europe vit à l'heure de la MIFID, la directive sur le marché et les instruments financiers. Elle fixe le cadre légal auquel doivent se soumettre les intermédiaires financiers européens. Mais, alors que la MIFID n'est même pas encore appliquée dans l'UE, la Suisse n'a pas de raison d'anticiper sur une réglementation que personne ne l'oblige à suivre. Lorsque le conseiller fédéral Hans-Rudolf Merz est venu à Genève pour parler de la fiscalité des SA, en janvier dernier au Centre interprofessionnel, il m'a d'ailleurs confirmé qu'il n'est pas prévu que la Suisse s'aligne sur les exigences de la MIFID.



«Si, dans un avenir relativement proche, l'OAR-G est amené à retirer sa garantie à l'un de ses membres, celui-ci ne pourra plus se maintenir sur le marché»

FRANZ DE PLANTA – OAR-G

B&F: En quoi les exigences de la MIFID seraient-elles une menace pour les gérants indépendants basés en Suisse en général, à Genève en particulier?

F.D.P.: La MIFID est adaptée à la vente en Europe de produits financiers standardisés et distribués par des réseaux. En Suisse, par contre, les gérants de fortune indépendants font du sur-mesure. La directive fait peser la responsabilité des choix sur les professionnels, non pas sur le client: le gérant doit pouvoir prouver en tout temps les raisons et les motifs de chaque décision, s'expliquer sur les instruments retenus, justifier les exécutions, motiver analytiquement l'évolution des portefeuilles. Il est limité dans sa sélection par la qualité de ses clients,

répartis en clients «sophistiqués» ou de «détail», selon des critères arbitraires et l'importance des actifs gérés.

B&F: La MIFID n'ouvre-t-elle pas de nouvelles perspectives pour une place financière comme celle de Genève, en renforçant son attractivité?

F.D.P.: L'assurance-vie en Europe étant en dehors du champ de la directive, il est possible de gérer des primes d'assurance-vie. Comme c'est le cas pour un trust, les plus-values peuvent, notamment, être capitalisées et défiscalisées tout en conservant la possibilité de faire des avances au client. A cet égard, la Suisse, et plus particulièrement Genève, offre un cadre juridique intéressant, en dehors du champ d'application de la MIFID, avec une meilleure transparence sur les coûts et l'accès à un choix d'investissements diversifiés. De fait, on observe un intérêt croissant pour une installation à Genève de la part de gérants de fortune européens qui amènent avec eux une clientèle déclarée, désireuse de faire gérer ses avoirs depuis la Suisse.

B&F: Cette attractivité nouvelle ne comporte-t-elle pas des risques?

F.D.P.: Si l'on devait assister à un afflux grandissant de fonds «onshore», l'UE pourrait exiger que les gérants indépendants suisses soient plus contrôlés. La faille pourrait aussi venir des grandes banques, tentées de se «mifidiser» alors que la loi ne le leur demande pas. La pression peut encore passer par les grands cabinets internationaux d'audit, susceptibles d'imposer des exigences inspirées de la directive européenne, ici encore, en dehors de toute obligation légale ou nécessité de marché. ■

M.F.